

ADMINISTRATION :  
**Imprimerie F. RUEDI**  
 Lausanne  
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :  
 Suisse, 4 fr. par an ; autres  
 pays, 6 fr. par an.  
 10 centimes le numéro.

# La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité  
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la Ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétaire, Lausanne, 3 Jumelles.

**Comité suisse de la Ligue :** D<sup>r</sup> Aug. FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, anc. prés. du Conseil communal de Lausanne ; D<sup>r</sup> Tschumi, président du gouvernement bernois ; D<sup>r</sup> Moser, conseiller d'Etat, Berne ; D<sup>r</sup> R. BRODA ; A. SESSLER (Berne), D<sup>r</sup> A. HUBER (Bâle), anc. présidents de tribunaux ; D<sup>r</sup> A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; M<sup>me</sup> VUADENS-CALMUS, Vevey ; M<sup>me</sup> WALDHARDT-BERTSCH, Berne ; E. PEYTRÉQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

**Comité de patronage international :** Jean LONGUET, député de la Seine ; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine ; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIARI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau International des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise ; Sir Robert SROUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

**Président de la Ligue :** D<sup>r</sup> R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

## Les pacifistes et la guerre<sup>1)</sup>

Lorsque nous critiquons l'attitude peu glorieuse de la plupart des pacifistes pendant la guerre, spécialement ceux de France et d'Allemagne, cela ne va pas sans soulever un vif mécontentement chez les intéressés qui, comme on le conçoit aisément, n'aiment pas que l'on mette le doigt sur la plaie. Il est facile, nous dit-on, d'accabler de reproches les pacifistes, mais n'est-il pas évident qu'une fois la guerre déchaînée, en dépit de leur effort préventif, ils avaient le devoir d'embrasser la cause nationale et de la servir en toute fidélité ? N'ont-ils pas toujours protesté de leur inaltérable patriotisme ? Ne se sont-ils pas constamment maintenus sur le terrain de l'intérêt national ? N'ont-ils pas répudié toute solidarité avec les éléments « compromettants » ? Et, par conséquent, ne devaient-ils pas à leur attitude antérieure, à leurs déclarations réitérées, de prendre fait et cause pour le pays au jour du danger, ou, à tout le moins, ne rien faire qui pût de quelque manière affaiblir l'œuvre de défense nationale ? Pourquoi donc les blâmer ? — Puis après la justification de l'attitude présente, en voici l'excuse : A supposer même qu'ils dussent agir, ajoute-t-on, que pourraient-ils faire ? La presse des pays en guerre n'est-elle pas muselée ? La liberté de réunion n'est-elle pas soumise au bon plaisir du pouvoir ? Les forces de guerre ne sont-elles pas si puissantes qu'il y aurait folie à prétendre les briser prématurément avec les faibles moyens dont disposent les minorités pacifistes ? Et, partant, n'est-il pas préférable d'attendre la fin de la tourmente plutôt que de faire acte d'opposition au risque de jeter le discrédit et la suspicion sur le pacifisme, de mécontenter les gouvernements et de les rendre pour longtemps hostiles à toute réalisation pacifiste ? Enfin, la guerre elle-même ne constitue-t-elle pas la meilleure propagande contre la guerre ?

Ainsi raisonnent, pour justifier leur abstention, les opportunistes, c'est-à-dire la très grande majorité de ceux qui avant la guerre peuplaient les organisations pacifistes, et plus spécialement les dirigeants du mouvement. Gardons-nous de les accuser d'avoir, de propos délibéré, renié leur idéal. Pour renier, il faut tout d'abord avoir au moins eu la force d'épouser une conviction avec ardeur, avec passion. Les pacifistes d'aujourd'hui n'ont rien renié du tout pour la bonne raison que leur pacifisme n'a jamais été qu'une doctrine de façade, qui ne différait point essentiellement du nationalisme auquel elle demeurait inféodée. Patriote d'abord, pacifiste ensuite et pour autant que les intérêts nationaux le permettent, tel était et tel reste le mot d'ordre. Le pacifisme ne s'opposait pas au nationalisme, mais il en était bien plutôt la forme adoucie, affaiblie, tempérée. Jetez un voile léger sur le nationalisme et vous aurez le pacifisme d'avant-guerre.

<sup>1)</sup> Tout en offrant une tribune libre pour l'exposé de ces pensées nettes et réfléchies, nous ne désirons pas nous associer à toutes les conclusions de notre distingué collaborateur.

La Rédaction.

Si, dans l'ordre de mes préférences, je place l'intérêt de mon pays au-dessus du pacifisme<sup>1)</sup> — pacifisme se reliant ici à l'humanité — il est clair qu'en cas de crise, je dois avant tout servir mon pays, même si le pacifisme doit en souffrir. Mais alors je suis plus nationaliste que pacifiste. Et si le pacifisme permet à ses adhérents de prendre moralement part à la guerre (laissons de côté le cas du soldat tenu de payer de sa personne sous peine de mort), je suis en droit de me demander par quoi il diffère du nationalisme. Le fait qu'un Allemand et un Français, tout en se déclarant pacifistes, se considèrent comme des ennemis, nous révèle dans le pacifisme une doctrine singulièrement souple. N'y aurait-il pas au fond quelque mystification ?

En réalité, il est arrivé que le pacifisme n'a pas su encore se dégager des liens du nationalisme. Il n'existe pas un point de vue international, un état d'esprit international, une conscience internationale qui plane au-dessus des intérêts nationaux antagonistes. Le pacifisme est dominé par les forces du passé ; il n'est pas libre, il ne peut s'affirmer. Le nationalisme l'étouffe de sa puissante étreinte. La faiblesse du pacifisme a, pour une large part, sa source dans l'opportunisme, c'est-à-dire dans la tendance à vouloir s'adapter à ce que l'on prétend combattre afin de ménager les transitions. On méconnaît par là le fait essentiel que toutes les grandes transformations historiques ont été réalisées en première ligne sous l'impulsion d'une minorité énergique s'opposant résolument aux idées du jour et combattant avec ardeur pour la vérité nouvelle, non, sous l'action des esprits opportunistes prêts par principe à subir tous les compromis.

La guerre a marqué la faillite de l'opportunisme pacifiste et des méthodes lénitives qui lui étaient chères. Un pacifisme radical, qui saura si bien se dégager du nationalisme qu'il en sera l'antithèse, s'impose pour l'avenir. Ce pacifisme subordonnera la nation à la communauté internationale, à cette réalité très concrète, mais encore inorganisée, qui s'appelle l'humanité. Au-dessus de la notion d'intérêt national, il s'efforcera de vivifier celle d'intérêt mondial, supernational, humain.

Ce pacifisme ne sera-t-il pas purement et simplement de l'antipatriotisme ? Nullement. Dans la synthèse que nous concevons, la patrie est à son rang, comme la famille, comme la province, mais elle ne constitue point la plus haute réalité possible, la plus sublime expression de la vie collective, puisqu'elle est subordonnée à une valeur supérieure : l'humanité, ou si l'on préfère, la civilisation. C'est précisément parce que le nationalisme ne conçoit rien au delà de la nation que le pacifisme radical sera obligé de le combattre, au nom d'un intérêt plus général, sans qu'il tienne pour cela l'idée de patrie comme dénuée de valeur. Il ne fait que placer celle-ci à son vrai rang qui n'est pas le rang suprême. Montesquieu disait jadis : « Si je connaissais une chose qui fût utile à ma patrie, mais nuisible à l'Europe et à l'humanité,

<sup>1)</sup> Le vocable pacifisme est d'ailleurs équivoque et fort mal choisi. J'aurai plus tard à revenir sur ce sujet.

je regarderais comme un crime de la révéler. » Voilà une parole dont pourrait s'inspirer le pacifisme radical. Placé devant un semblable dilemme, le nationaliste sacrifierait résolument l'humanité à la patrie ; le pacifiste opportuniste agirait de même, non sans avoir poussé quelques gémissements et versé quelques pleurs. C'est ce que les événements nous ont permis de vérifier. Alors que des millions d'individus défendent, à l'heure actuelle, les intérêts de la patrie ou ce qui est supposé tel à travers les idées du jour, les pacifistes auraient dû figurer parmi la petite, mais nécessaire, minorité qui s'efforce de défendre les intérêts menacés de l'humanité et de la civilisation. (On hésite presque à se servir de ces mots tant ils ont été galvaudés par les rhéteurs du nationalisme pour des fins où l'humanité et la civilisation n'ont rien à voir.) Il n'en a pas été ainsi pour la plupart d'entre eux et non des moindres. Loin de réagir contre le nationalisme, ils lui ont cédé sur toute la ligne.

Mais, nous demande-t-on, que pouvaient-ils faire ? Constatons d'abord que s'il y avait réellement impossibilité absolue d'agir, il faudrait simplement s'abstenir et non pas pactiser avec les forces nationalistes. Encore qu'elle soit plus digne que l'attitude actuelle des pacifistes belliqueux, l'abstention ne se justifie pas. Il y a mieux à faire. Les erreurs, les malentendus, les préjugés, les mensonges, les haines qui ont cours dans tous les pays belligérants laissent assez pressentir ce qu'aurait dû être la tâche des pacifistes si le pacifisme avait précédemment su s'affirmer. Tandis que les éléments nationalistes font retomber la responsabilité de la guerre uniquement sur le groupe ennemi, il était du devoir des pacifistes, et d'ailleurs conforme à l'humble vérité, de rappeler que loin d'être unilatérales, les responsabilités initiales sont partagées et emmêlées de telle façon qu'il n'est pas possible de condamner un peuple ou un gouvernement à l'exclusion de tout autre. Puis remontant des faits aux principes, des hommes aux choses, il leur appartenait de dénoncer le véritable coupable, le régime de l'anarchie internationale. Pareille démonstration ne souffre pas de difficultés à condition qu'on ne considère pas seulement les causes immédiates, mais également les causes lointaines, et qu'on établisse une relation entre la crise qui détermina la guerre et celles qui la préparèrent graduellement. Il fallait, en d'autres termes, étudier le problème des responsabilités au moyen d'une méthode critique objective, universelle, et non le résoudre d'après les indications d'un patriotisme aveugle. L'acharnement avec lequel combattent les belligérants tient sans doute pour une part à l'amour-propre national, mais il n'en est pas moins certain que la croyance en la responsabilité exclusive de l'adversaire contribue, elle aussi, à accroître leur force de résistance. En combattant cette croyance qui n'a aucun fondement rationnel, les pacifistes auraient, par voie indirecte, frayé les voies à l'apaisement des esprits, condition nécessaire de toute réorganisation internationale. L'amour-propre étant satisfait par l'équilibre des forces, l'acharnement aurait été en diminuant à me-

sure que la critique ébranlait davantage les certitudes du patriotisme. Cette critique eût donc été, au point de vue pacifiste, positive, constructive, utile au premier chef. Nos pacifistes ont préféré respecter l'union sacrée. Ils s'en glorifient même, dans l'espoir candide que leur renoncement sera la rançon des succès futurs...

En second lieu, le devoir des pacifistes était de réagir avec force contre les multiples manifestations par lesquelles les dirigeants, et plus spécialement ceux que l'on appelle les intellectuels, tendent à discréditer l'adversaire dans sa dignité, dans son travail, dans sa culture, à le rendre vil, répugnant, odieux, à le caricaturer, à le salir, à en faire un objet de haine et de dérision. Là encore, une réaction vigoureuse eût été doublement utile et dans le présent et pour l'avenir. N'est-il pas, en effet, vain d'espérer un rapprochement entre les peuples, de préconiser la société des nations, tant que les conditions psychologiques indispensables à une collaboration internationale permanente font défaut? Ou bien les pacifistes poussent-ils la naïveté jusqu'à croire que les haines et les malentendus disparaîtront par enchantement dès que l'on aura codifié le droit international et institué l'arbitrage obligatoire? — Dans ce domaine aussi, l'effort des pacifistes organisés a été mince. La plupart du temps, ce ne sont pas des pacifistes, mais des esprits indépendants et parfois des combattants, qui ont réagi avec le plus d'énergie contre l'œuvre diffamatoire des intellectuels, des littérateurs, des journalistes de l'arrière.

On objectera sans doute que la censure aurait tôt fait de mettre ordre aux velléités réconciliatrices des pacifistes. Personne ne songera certes à nier que l'action à laquelle il a été fait allusion plus haut ne se fût heurtée à de sérieuses difficultés; on ne sera cependant en droit de la déclarer irréalisable que lorsqu'un effort cohérent aura été tenté dans ce sens. Une agitation publique par voie de presse et de réunions était et est encore impossible dans les pays belligérants, mais il existe d'autres moyens d'agir sur l'opinion publique. La propagande individuelle par la conversation, l'action discrète, mais continue, dans les milieux qui nous sont familiers, la publication de feuilles volantes, de brochures, composées par des moyens de fortune et passant de main en main, donneraient au bout de quelque temps des résultats certains et permettraient de constituer une minorité, petite mais résolue et animée d'un esprit combattif. L'étude de la technique révolutionnaire dans les pays où n'existe pas encore la liberté d'opinion donnerait à cet égard de précieuses indications. On s'exagère parfois la puissance réelle de la presse nationaliste contre laquelle il serait, dit-on, vain de lutter tant qu'on ne dispose pas d'armes égales. N'oublions cependant pas deux choses: d'abord, que le public n'a plus du tout une confiance illimitée dans les journaux truqués qu'on lui permet de lire; d'autre part, que, dans le passé, de grands mouvements d'opinion ont pu être créés bien qu'il n'y eût pas encore de journaux. Lorsqu'elle a une volonté forte et passionnée à son service, une idée réussit à faire sa trouée, même si les puissants du jour s'y opposent. Elle triomphe non seulement par sa vertu propre, mais surtout par celle de ses défenseurs. Constatons d'ailleurs que l'agitation dont nous proclamons la nécessité existe à un certain degré parmi les minorités socialistes des pays belligérants. Au lieu de s'associer à leur effort et de chercher à s'en inspirer pour développer leur propre activité, la plupart des pacifistes préfèrent au contraire répudier toute solidarité avec les éléments dits compromettants, à seule fin de ne pas rompre l'union sacrée et de ne point s'attirer les foudres gouvernementales...

Il va de soi, pour répondre d'avance à une objection qui se posera sur les lèvres du lecteur, que nous ne préconisons nullement une agitation pacifiste unilatérale. Ce ne sont pas spécialement les pacifistes de tel ou tel pays qui sont conviés

à agir. Partout la vérité est altérée par la raison d'Etat, partout le nationalisme aveugle les esprits, corrompt les consciences, déchaîne les passions, allume les haines, partout donc l'effort s'impose. C'est précisément parce qu'une agitation ne saurait être efficace qu'à condition d'être parallèlement engagée dans tous les pays qu'il eût été de la plus haute importance pour le mouvement pacifiste de posséder un organisme international, centre de direction, d'impulsion et de coordination, assurant la continuité, la simultanéité et le parallélisme de l'action dans tous les pays. Faute de cet organe moteur, les éléments disposés à agir perdent confiance et s'abstiennent, craignant de ne pas être suivis au delà de la frontière. Les dirigeants du pacifisme d'avant-guerre — qu'il ne faut pas confondre avec ceux du néo-pacifisme de l'organisation de La Haye — ont préféré sacrifier à de mesquines questions d'amour-propre national l'intérêt primordial du pacifisme, qui exigeait à tout prix le maintien des rapports internationaux. Quelle confiance peut-on désormais avoir en un mouvement qui, se proposant l'union des peuples, demeure incapable d'assurer tout d'abord celle de ses propres adeptes? Et c'est en pleine connaissance des résultats désastreux des méthodes du pacifisme opportuniste que nous reconstruirions sur les mêmes fondements branlants!... Non et trois fois non! Ou le pacifisme sortira de la crise complètement transformé dans ses méthodes et dans son personnel dirigeant, ou il restera engagé dans les ornières du nationalisme et, dans ce cas, puisse-t-il s'y enlizer complètement, mettant ainsi fin à une équivoque qui n'a que trop longtemps duré.

(A suivre.)

H. HODLER.

## Première réaction

On sait que dès le début de la guerre, la presse suisse romande a accepté, sans aucune réserve et avec un abandon absolu d'esprit critique, la thèse de l'Entente sur les origines de la guerre et la responsabilité exclusive des puissances centrales, dogme indiscuté et indiscutable. Si cette presse n'est pas comme celle des nations belligérantes soumise à une censure effective, elle subit, par contre, une censure morale qui s'insinue partout et dont l'intolérance ne s'harmonise guère avec le libéralisme que les organes romands affectent en temps ordinaire. En fait, la liberté d'opinion par voie de presse n'existe pas plus en Suisse romande qu'elle n'existe en France ou dans les autres pays en guerre. Toute appréciation indépendante, toute critique objective et impartiale, tout appel en faveur de la paix et de la réconciliation sont systématiquement bannis. Seuls ont le droit de parler les jusqu'aboutistes, les politiciens démagogues et les excitateurs de haines. La presse romande qui avait la possibilité de juger les événements en se plaçant à un point de vue largement humain — qui, dans le cas particulier, coïncidait avec le point de vue suisse — a préféré devenir la simple réplique de la presse parisienne.

A quelques indices, il apparaît cependant que le public romand commence à se lasser du joug qu'une poignée de journalistes prétend lui imposer. Il pressent d'autres vérités que celles dont ses prétendus guides spirituels lui distribuent la quotidienne ration. Tel le dormeur qui s'éveille encore sous l'influence des vapeurs de l'alcool, il se frotte les yeux, il s'étire, il prend conscience de la réalité, il perçoit peu à peu le monde tel qu'il est, il se demande s'il n'a pas été le jouet de quelque mystificateur. Moment pénible, mais qui prélude au retour de la raison.

Cette réaction salutaire dont nous distinguons les symptômes ne sera pas l'œuvre d'un jour, mais elle s'accomplira certainement pour la plus grande confusion de ceux qui ont prétendu défendre la cause de la liberté en proscrivant la liberté la plus élémentaire, celle d'opinion. J'en vois le premier pas dans la tentative, d'ailleurs

couronnée de succès, que vient de faire un authentique suisse romand, M. Jean Debrit, rédacteur de la *Guerre Mondiale* — un des rarissimes journaux où la situation militaire soit quotidiennement appréciée en toute impartialité — en organisant, à Genève, une série de conférences consacrées à « la genèse et au développement des problèmes politiques de l'heure présente ». M. Debrit croit avec raison que le problème des responsabilités commande celui de la paix. Selon que l'on tient une seule nation pour responsable du conflit ou que l'on conclut, au contraire, à la responsabilité collective des grandes puissances, on envisage différemment le sens et l'issue désirable de la guerre. Tandis que le premier point de vue comporte la guerre à outrance jusqu'à la punition du coupable, le second se satisfait d'une paix transactionnelle, sans vainqueur, ni vaincu. C'est par là que l'étude des causes de la guerre présente un intérêt, non seulement spéculatif, mais pratique, positif, immédiat.

M. Debrit ne s'est pas contenté d'étudier la crise qui a directement provoqué la guerre; une telle méthode serait fautive dans son principe puisqu'elle ne permettrait pas de saisir les raisons profondes qui ont amené les acteurs du drame diplomatique à réagir de telle ou telle façon en présence des événements. Il s'est appliqué à rechercher les causes lointaines du conflit et à expliquer par la simple filiation des faits historiques la physiologie de l'Europe à l'heure de l'ultime crise fatale. Cette méthode conduisait à reconstituer l'histoire politique de l'Europe pendant un siècle, dans un raccourci qui permit de saisir les faits essentiels et les facteurs déterminants.

C'est donc en réalité à un cours de politique générale que nous avons assisté. Etudiant tour à tour la rivalité franco-allemande, le rôle de la Triplice, la genèse de l'alliance franco-russe, la rivalité anglo-allemande et la politique anglaise d'équilibre, la question d'Orient et les rivalités austro-russe et austro-italienne, l'Entente cordiale, le conflit marocain, les guerres balkaniques et la surenchère des armements jusqu'au dénouement, M. Debrit, avec une rigoureuse impartialité et une sûre méthode, a rappelé les événements que d'aucuns oublient trop aisément et dont l'intelligence est cependant indispensable pour qui veut pénétrer le problème des causes de la guerre dans toute son ampleur. Comme tous ceux qui étudient l'histoire en faisant abstraction de leurs sympathies personnelles et en n'ayant d'autre critérium que la recherche sincère du vrai, M. Debrit aboutit à la conclusion que les responsabilités des puissances engagées dans la lutte sont partagées, à des degrés divers peut-être, mais sans qu'il soit possible, en s'appuyant sur des faits connus, d'incriminer un gouvernement ou un peuple à l'exclusion de tout autre. Pareille conclusion est familière aux lecteurs de ce journal; elle l'est beaucoup moins à l'immense majorité du public romand qui voit dans l'Allemagne seule la source de tout mal. C'est précisément pourquoi la courageuse intervention de M. Debrit — car sous l'actuel régime de compression morale il y fallait du courage — mérite d'être signalée et comprise par tous ceux qui travaillent à la libération de leurs contemporains du joug des vérités imposées. Puisse le travail de M. Debrit voir bientôt le jour sous forme de livre — ce serait, sauf erreur, la première étude impartiale sur les origines de la guerre en français — et puisse la réaction à laquelle il a donné le premier élan se dessiner toujours plus nette, plus ferme, plus consciente. Pour l'heure, il n'y a encore qu'une très petite minorité qui a su s'affranchir des préjugés du jour, mais la vérité est en marche. Ne disons pas que rien ne l'arrêtera puisqu'on saura lui susciter de nombreux obstacles, mais ce n'est qu'une raison de plus pour ceux qui lui rendent hommage de doubler d'ardeur.

H. H.